

Le taux de chômage naturel : déficiences et coûts sociaux d'un concept

Marc Lavoie, Mario Seccareccia

Département de Science économique,
Université d'Ottawa

A la fin des années soixante, au moment même où Phelps et Friedman élaboraient leur critique de la courbe de Phillips traditionnelle, les taux de chômage dans tous les pays du G7 étaient inférieurs à 4 %. Aujourd'hui, si l'on fait exception du Japon, les taux de chômage dépassent partout les 4 % et, dans certains pays comme la France et le Canada, ils dépassent les 10 %, sans compter les millions de personnes qui sont sans travail mais qui ont renoncé à, selon les chiffres officiels, de se chercher un emploi. Pourtant, s'il faut en croire certains de nos collègues, la science économique a fait bien des progrès au cours des derniers vingt-cinq ans. La notion de taux de chômage naturel a été introduite, les contraintes du côté de l'offre sont maintenant mises en valeur, les rigidités du marché du travail ont été dénoncées, le protectionnisme est battu en brèche, les méfaits de l'inflation ont été démontrés, et les bienfaits de la stabilité des prix pour la croissance sont maintenant bien connus des banques centrales comme du grand public. Toutes les conditions requises pour l'expansion sont en place, et pourtant la reprise se fait attendre. La situation actuelle n'en est donc que plus paradoxale.

C'est un peu pour cette raison que nous avons organisé un colloque intitulé : « *Quels sont les véritables obstacles à la réalisation du plein emploi dans les économies contemporaines ?* » Plusieurs débats

¹ Ce colloque, qui regroupait une vingtaine de participants, s'est déroulé du 7 au 9 avril 1994, à l'université d'Ottawa. Il était principalement financé par la faculté des sciences sociales de l'université d'Ottawa et par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Certaines des autres contributions au colloque seront publiées dans

ont porté sur l'attitude à adopter face aux contraintes bien connues comme l'endettement des gouvernements, la contrainte de la balance des paiements, la difficulté de poursuivre une politique monétaire indépendante, la globalisation des marchés, l'existence d'un taux de chômage naturel. Le colloque a permis de dégager un certain nombre de propositions faisant l'objet d'un large consensus, malgré la dispersion assez grande de la provenance théorique des participants.

1. Le chômage massif que nous connaissons actuellement dans la plupart des pays de l'OCDE ne disparaîtra pas de lui-même. Il n'y a aucun mécanisme de marché qui puisse garantir la réalisation du plein emploi. Un équilibre avec chômage involontaire, même en longue période, et même avec des salaires flexibles à la baisse, est l'un des résultats possibles des forces du marché.

2. Le chômage est fondamentalement un problème de demande effective insuffisante. Les diverses politiques du côté de l'offre (formation, éducation, révisions des programmes sociaux) peuvent aider à résorber partiellement le problème du chômage, mais elles ne peuvent le résoudre. Seul un accroissement de la demande pourra le faire.

3. Les politiques qui ont été mises en avant au cours des quinze dernières années doivent être renversées. Les politiques anti-inflationnistes n'ont pas engendré les bénéfices que leurs partisans avaient promis. Les arguments mis en avant par la Banque du Canada et les autres banques centrales pour justifier leur adhésion à des objectifs d'inflation zéro, quels qu'en soient les coûts transitoires en termes de taux de chômage, n'ont aucun support, ni théorique ni empirique.

4. Les marchés financiers doivent faire l'objet de plus de réglementation et de contrôles. La libéralisation des marchés financiers n'a pas amené les bénéfices escomptés. Au contraire, cette libéralisation a provoqué le chaos, le désordre, et la spéculation; elle a encouragé la déstabilisation des marchés et des fraudes, elle a provoqué des faillites et des raids inutiles, et elle a accru l'incertitude chez ceux dont le rôle est de produire. La libéralisation des marchés financiers n'a fait que contribuer à la création d'une économie de rentiers, néfaste pour la demande globale. Il faut davantage, et non moins, de réglementation.

5. Un plein emploi soutenu ne peut se réaliser que si certaines formes de contrôle des prix et de politiques négociées et consensuelles de revenus (salaires et dividendes) sont mises en place. C'est là le coût qu'il faut assumer si nous voulons une société axée sur le plein

un numéro spécial de *Review of Political Economy*, et les autres dans un ouvrage intitulé *Obstacles to the Attainment of Full Employment*.

emploi et des taux élevés de croissance de la productivité. Sinon, il faudrait accepter de longues périodes d'insupportables taux de chômage involontaire, planifiés par l'Etat et la Banque centrale.

Les quatre contributions retenues pour le présent numéro portent toutes sur la notion de chômage naturel et sur l'interaction entre chômage et inflation. Tom Rymes fait une critique des nouvelles mesures des coûts de l'inflation, lesquels reposent sur une hypothétique relation inverse stable entre le taux d'inflation et le taux de progrès technique. Robin Rowley démontre que la notion de taux de chômage naturel repose sur des bases empiriques qui sont encore plus fragiles que celles qui ont entraîné l'abandon de la traditionnelle courbe de Phillips, tandis que Lars Osberg présente un modèle à la fois simple et réaliste qui permet de remettre en cause la notion théorique de taux de chômage naturel, fondé sur un chômage volontaire. Enfin, Malcolm Sawyer développe la plupart des thèmes, évoqués ci-dessus sous les points 1 à 5, qui ont fait l'objet d'un consensus parmi les participants au colloque. Toutes ces contributions témoignent de l'existence d'un courant critique face aux politiques monétaires et économiques engendrées par la rhétorique du taux unique de chômage naturel.